SAHARA OCCIDENTAL

Le Maroc face à «l'épine Ban Ki-moon»

En maintenant sa visite en Algérie et dans les camps de réfugiés sahraouis, à Tindouf, le Secrétaire général des Nations-Unies confirme la volonté onusienne d'aller jusqu'au bout de sa volonté de débloquer le dossier du Sahara occidental en démasquant devant le monde les auteurs des blocages. Ban Ki-moon et son staff en ont donné toutes les preuves ces derniers jours.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Ainsi, le porte-parole du SG de l'ONU a tenu à annoncer que Ban Ki-moon allait quand même intégrer le compte-rendu de sa tournée au Maghreb dans le rapport sur le Sahara occidental qu'il remettra en avril prochain au Conseil de sécurité. Ce dernier (le Conseil de sécurité) avait, doit-on le rappeler, soutenu publiquement la visite du Secrétaire général onusien dans la région en dépit de la volonté marocaine de reporter cette tournée au mois de juillet prochain. Officiellement, la date a été fixée par le roi en raison d'un calendrier chargé, ce qui a été remis en cause par les autorités sahraouies selon lesquelles le Maroc cherchait en réalité à aller jusqu'en juillet car le mandat de Ban Ki-moon expirait en 2016. Ce qui annulait toute possibilité de présenter un rapport trop compromettant auprès du Conseil de sécurité.

De la même manière, le porte-parole du SG de l'ONU a tenu à annoncer, lors d'une récente conférence de presse, l'annulation du déplacement de Ban Ki-moon au Maroc et à El-Ayoun, car, dit-il, cette visite coïncide avec un déplacement de Mohammed VI à l'étranger. L'approche est cependant différente pour El-Ayoun. Cette partie des territoires occupés sahraouis est depuis longtemps secouée par des manifestations en faveur de l'autonomie de la zone et violemment réprimées par l'occupant marocain ce qui a poussé Ban Ki-moon à exprimer le désir de se rendre en personne sur place pour s'enquérir de la situation.

L'annonce de cette visite avait mis le roi Mohammed VI dans le malaise et il a multiplié les demandes officieuses et officielles pour l'annulation de ce déplacement. Mais en vain. Ban Ki-moon refusait de faire marche arrière jusqu'au moment où il annonce de façon très diplomatique ne pas avoir reçu l'autorisation des autorités marocaines pour l'atterrissage de son avion à El-Ayoun. «Le SG de l'ONU a le droit de visiter toute mission de maintien de la paix, mais il y a les autorités de facto dans ce domaine qui devraient fournir l'autorisation d'atterrir à l'avion (du SG)», a-t-il expliqué. Le Secrétaire confirme ensuite son voyage à Alger, dans les camps de réfugiés sahraouis et même à Bir Lahlou, dans les territoires sahraouis libérés où est stationnée une position de la Minurso (Mission des Nations-Unies pour le référendum au Sahara occidental). Une manière, une fois de plus, de faire entendre sa volonté d'aller jusqu'au bout de son intention de contribuer au règlement effectif du dossier du Sahara occidental, et de placer le Maroc devant ses responsabilités à l'heure où une véritable offensive de la communauté internationale à l'opposé des attentes marocaines est enregistrée. Cette offensive a isolé le royaume d'une bonne partie de ses soutiens habituels. Pour signifier leur désaccord avec les positions de blocage marocaines, plusieurs Etats européens refusent, depuis un certain temps, de s'approvisionner avec les produits en provenance des territoires sahraouis sous occupation marocaine mettant ainsi en péril les caisses marocaines. Il serait sans doute utile de rappeler que dans ce contexte, la Cour européenne de justice (CJUE) a pris la décision d'annuler l'accord agricole qui liait le Maroc à l'UE suite à une plainte du Front Polisario. Le Maroc a réagi en procédant à l'arrêt de tout contact avec la Commission européenne et le Conseil européen.

Photo : DR

Ban Ki-moon, SG de l'ONU.

Acculé par la communauté internationale en raison de ses positions hostiles à un référendum d'autodétermination du Sahara occidental, Mohammed VI a décidé de jouer une dernière carte en projetant d'organiser, en avril prochain, une conférence internationale sur la question du Sahara occidental.

Les autorités marocaines font courir le bruit qu'elles ont procédé à l'invitation des responsables du Front Polisario et de son secrétaire général, Mohamed Abdelaziz. Mais le gros de la mission semble se concentrer sur l'Algérie où certains partis politiques auraient d'ores et déjà donné leur accord de principe pour assister à cette conférence. Selon les informations que nous détenons, cette démarche est très mal perçue par les plus hautes autorités algériennes soucieuses de préserver l'unité des Algériens autour d'une question d'intérêt national. Ce qui a poussé le Président Bouteflika à intervenir récemment en publiant un communiqué où il rappelle que le devenir du Sahara occidental n'est pas entre les mains de l'Algérie et que son règlement doit incontestablement passer par l'ONU.

A. C.

LA RUADE DE MOHAMMED VI QUI INQUIÈTE BRUXELLES

Départ (du roi) et arrivée (du SG de l'ONU)

Les Européens moins la France, pas même l'Espagne, sont inquiets des conséquences de la ruade de Mohammed VI à l'adresse de Ban Ki-moon.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Le roi du Maroc prétextant une absence prolongée du pays, espérait par ce geste stupide empêcher le SG de l'ONU d'effectuer sa tournée générale dans la région exclusivement consacrée au Sahara occidental.

Le patron de l'instance onusienne que ses proches décrivent comme un homme «calme», «réservé» mais «pugnace» et «persévérant», a donc, comme prévisible, envoyé sur les ronces le souverain du Maroc. Moon, comme l'appellent ses collaborateurs, a non seulement refusé les «caprices» du roi mais a maintenu, en précisant les contours de l'ordre du jour, les objectifs du voyage.

Le pire pour Rabat est que le SG de l'ONU a tenu à se rendre dans les camps des réfugiés sahraouis à Tindouf comme réponse à la démarche inconsidérée du Makhzen.

Selon des sources autorisées dans la capitale européenne, la majorité des pays de l'UE, y compris l'Espagne traditionnellement mi-figue, mi-raisin sur le dossier sahraoui, ont tenté d'expliquer à la diplomatie marocaine la «folie» de ne pas recevoir Ban Ki-moon. A partir d'un certain moment, Bruxelles avait eu la sensation que Rabat s'inscrirait dans le droit chemin et accepterait d'accueillir le SG de l'ONU et de lui permettre, comme il le souhaitait, d'aller à Laâyoune. Cependant, volte-face complète, début de la semaine dernière. Les ambassadeurs du Maroc à Bruxelles, chargés du Bilatéral (Belgique) et du Multilatéral (Union européenne) informent la Commission du président Jean-Claude Juncker de la décision finale. Mohammed VI ne peut, en l'état, accepter que Ban Ki-moon se rende à Laâyoune de peur, arguent-ils, «des heurts que le Polisario ne manquera pas de provoquer, profitant de l'occasion».

Federica Mogherini, chargée des relations extérieures de l'UE et n°2 du gouvernement de l'Europe, est «missionnée» pour amener le Maroc à raison garder.

Rabat qui ne tient pas en odeur de sainteté cette «Italienne» qui ose déclarer à plusieurs reprises que l'Union européenne «s'en tient à la légalité internationale» sur le Sahara occidental refuse la médiation de bons offices et réclame en contre-partie de son éventuel acquiescement, une position «claire» sur la décision de justice de Luxembourg, d'annuler l'accord agricole contracté entre l'UE et le Maroc et englobent le Sahara occidental.

En définitive, le Maroc exige de Mogherini qu'elle proclame, ouvertement et publiquement, que Bruxelles jette par-dessus bord la décision de la justice européenne !

Pure folie ! quand bien même par une entourloupe diplomatique, Federica Mogherini avait pu suggérer que d'autres combines étaient possibles pour continuer le pillage des ressources du Sahara occidental, cela aurait été perçu comme effroyable et les magistrats de Luxembourg pouvaient actionner d'autres mécanismes pour faire appliquer leur décision.

Bruxelles refuse dès lors le chantage et Mogherini informe, officiellement, la diplomatie marocaine de la volonté européenne de s'en tenir au droit et uniquement au droit sur le Sahara occidental. Le droit européen et/ou international.

Appuyé au sein de la Commission européenne par le seul Pierre Moscovici, représentant de la France, le Maroc choisit alors la fuite en avant, le refus de regarder la réalité en face et la ruade.

Une ruade est un coup de sabot donné par un animal d'élevage (cheval, âne ou bœuf) à l'aide d'un membre postérieur ou des deux (Wikipedia).

Rabat, dès lors, s'enfonce dans le déni et suspend «tout contact» avec l'Union européenne sans préciser si cette suspension était temporaire, conditionnelle ou définitive et si elle (la suspension, ndlr) signifiait l'annulation des accords dont celui d'association avec Bruxelles… Benkirane, le Premier ministre, ne l'a pas précisé, attendant sans doute des gestes d'apaisement de Bruxelles, qui ne viendront pas.

L'Union européenne ne peut plus rien pour le Maroc sur le dossier sahraoui. Et Ban Ki-moon sera cette semaine dans la région…

A. M.